



Risque nucléaire – évaluation du risque et assurance 2014

Présentation CCR

Sommaire

- 1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE TRANSFERT DES RISQUES p. 3
- 2 PRÉSENTATION DE CCR ET HABILITATIONS p. 4
- 3 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE NUCLÉAIRE p. 5-7
- 4 COMPARAISON DES DISPOSITIFS ACTUELS ET À VENIR p. 8-11
- 5 MÉCANISME DE RÉASSURANCE ENVISAGÉ PAR L'ÉTAT DANS LES CAS OU LE MARCHÉ PRIVÉ DE L'ASSURANCE / RÉASSURANCE NE POURRAIT COUVRIR DES DOMMAGES PRÉVUS PAR LE PROTOCOLE DE 2004 p. 12
- 6 COMPARAISON AVEC D'AUTRES DISPOSITIFS DE RISQUES EXCEPTIONNELS: GAREAT p. 13-14

Les principes généraux de transfert des risques

Schéma conventionnel de transfert de risques: 3 étages

Assureur / Réassureur/ Rétrocessionnaire

Présentation de CCR et habilitations

- CCR est une compagnie de réassurance,
- CCR a été créée par la loi du 25 avril 1946,
- CCR était jusqu'en 1992, un établissement public à caractère commercial doté de l'autonomie financière et placé sous l'autorité du Ministère des Finances,
- Société anonyme intégralement détenue par l'Etat français depuis 1992.
- CCR est habilitée à réassurer avec la garantie de l'État:
 - les risques de guerre et assimilés liés à un transport (article L. 431-4 du code des assurances),
 - les risques de responsabilité civile des exploitants de navires et installations nucléaires (article L. 431-5 du code des assurances),
 - les risques de catastrophes naturelles en France (article L. 431-9 du code des assurances) ainsi que les risques d'attentats et d'actes de terrorisme en France (article L. 431-10 du code des assurances).
 - Elle intervient également en qualité de réassureur avec la garantie de l'État dans le cadre de dispositifs publics temporaires, comme récemment de 2009 à 2011, pour la réassurance des risques d'assurance-crédit portant sur des petites et moyennes entreprises et sur des entreprises de taille intermédiaire situées en France (article 125 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008).
- En matière de réassurance, CCR exerce également, à titre secondaire, une activité de réassurance de marché.
- Outre son activité principale de réassurance, CCR s'est vue confier par la loi, pour le compte de l'État, la gestion de certains fonds publics par exemple: (FNGRA, FPRNM, FGRE)

L'habilitation de la CCR pour la RCEN

Article L431-5 du code des assurances

« La caisse centrale de réassurance, agissant avec la garantie de l'Etat, est chargée d'octroyer aux exploitants de navires et d'installations nucléaires les couvertures pour lesquelles des interventions de l'Etat sont prévues par les lois n° 65-956 du 12 novembre 1965 et n° 68-943 du 30 octobre 1968. »

C'est une habilitation législative donnée à la CCR qui peut être activée à la demande de l'Etat.

Dans le cadre de cette habilitation, la CCR entreprise de réassurance, peut être amenée à réassurer, avec la garantie de l'Etat, les risques de RC d'exploitants d'installations nucléaires à la demande de l'Etat.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE NUCLÉAIRE

- Les dommages matériels sur les installations de l'exploitant
- La responsabilité civile de l'exploitant nucléaire

Le régime juridique spécifique de la RCEN

Régime spécifique de responsabilité pour les dommages nucléaires (issu de la convention de Paris de 1960)

- La responsabilité objective, sans faute, de l'exploitant de l'installation nucléaire.
- La responsabilité exclusive canalisée sur l'exploitant de l'installation nucléaire.
- L'obligation pour l'exploitant d'une installation nucléaire de maintenir une assurance ou une garantie financière à concurrence du montant de sa responsabilité.
- La limitation de la responsabilité de l'exploitant quant à son montant et à sa durée.
- Le recours au tribunal du lieu où l'accident est survenu pour les actions en réparation.
- Le principe de non-discrimination à l'égard des victimes d'un accident nucléaire, indépendamment de leur nationalité, domicile ou lieu de résidence.

La France est partie à la convention de Paris de 1960.

Ces dispositions sont aujourd'hui transposées dans l'ordre juridique interne par la loi n°68-943 du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, modifiée par la loi n°90-488 du 16 juin 1990 et codifiée par l'ordonnance n° 2012-6 du 5 janvier 2012 modifiant les livres I à V du code de l'environnement.

Comparaison de la situation actuelle de la couverture RCEN avec celle à venir, suite aux évolutions liées au protocole modificatif de 2004 à la convention de Paris.

Amélioration au niveau de:

- **l'augmentation de la limite de responsabilité de l'exploitant:
de 91,5 M€ à 700 M€,**
- **l'extension du champ des garanties:**
 - **dommages à l'environnement (mesures de restauration)**
 - **mesures de sauvegarde**
 - **événements naturels à caractère exceptionnel,**
- **Allongement de 10 à 30 ans de la durée de prescription pour les dommages corporels.**

ASSURANCE RC NUCLEAIRE EN FRANCE

- "tout décès ou dommage aux personnes" - prescription 10 ans
- "toute perte de biens ou tout dommage aux biens"
- "tout dommage immatériel résultant d'une perte ou d'un dommage"
- Terrorisme
- Reconstitution de la garantie
- Pas de limite par événement

SITUATION ACTUELLE

Convention de Paris
Limite:
17,18 M€

SITUATION ACTUELLE

Loi RC nucléaire française
n°68-943 du 30/10/1968
(modifiée en 1990 et 2000)
Limite:
91,5 M€

SITUATION A VENIR

Protocole de Février 2004
Limite:
700 M€

SITUATION A VENIR

Future loi RC nucléaire
française (Transposition du
Protocole de Février 2004):
700 M€ max

- "tout décès ou dommage aux personnes" - prescription de 10 ans à 30 ans
- "le coût des mesures de restauration d'un environnement dégradé, sauf si la dégradation est insignifiante"
- "tout manque à gagner directement en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement"
- "le coût des mesures de sauvegarde et toute autre perte ou dommage causé par de telles mesures"
- cataclysme naturel à caractère exceptionnel

Dommages immatériels purs (hors environnement)

Actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection

**TOUJOURS
EXCLUS**

**TOUJOURS
EXCLUS**

Le protocole de révision de la Convention de Bruxelles

1ère tranche (responsabilité de l'exploitant):

700 millions € minimum

2ème tranche (à la charge de « l'État de l'accident »):

500 millions € maximum

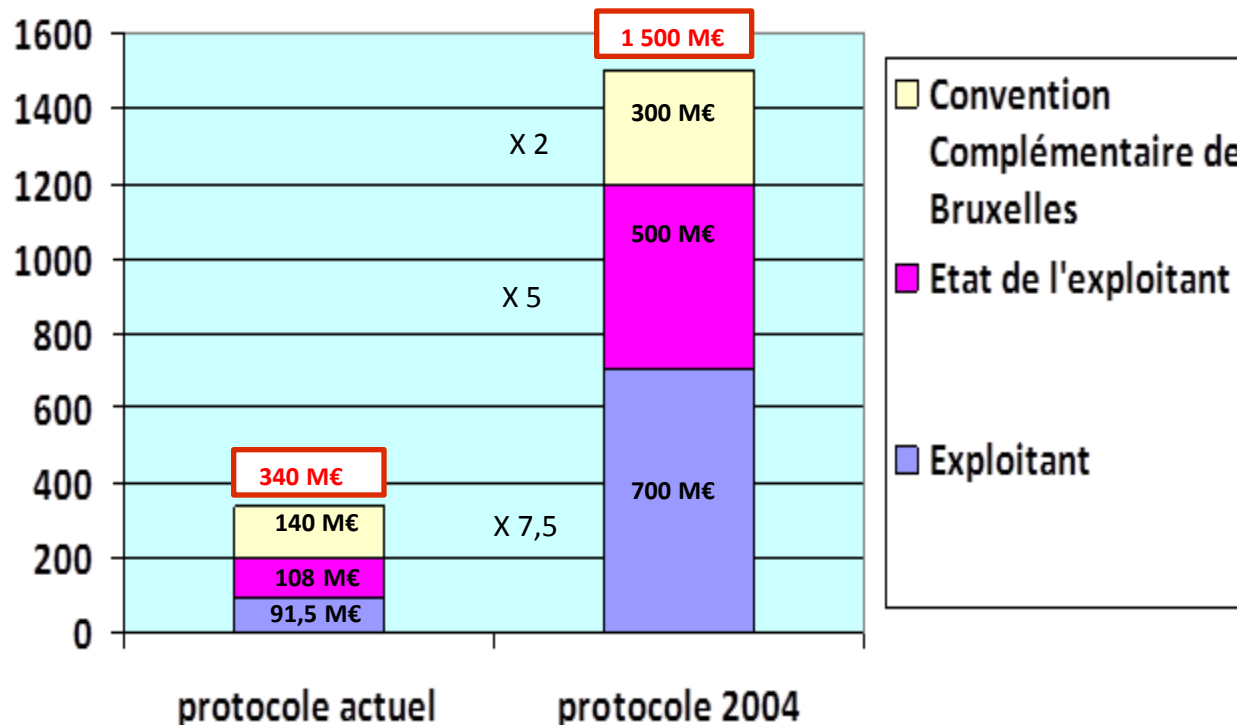
3ème tranche (contributions de tous les Etats Contractants):

300 millions € maximum

Montant total de la réparation = 1,5 milliards €

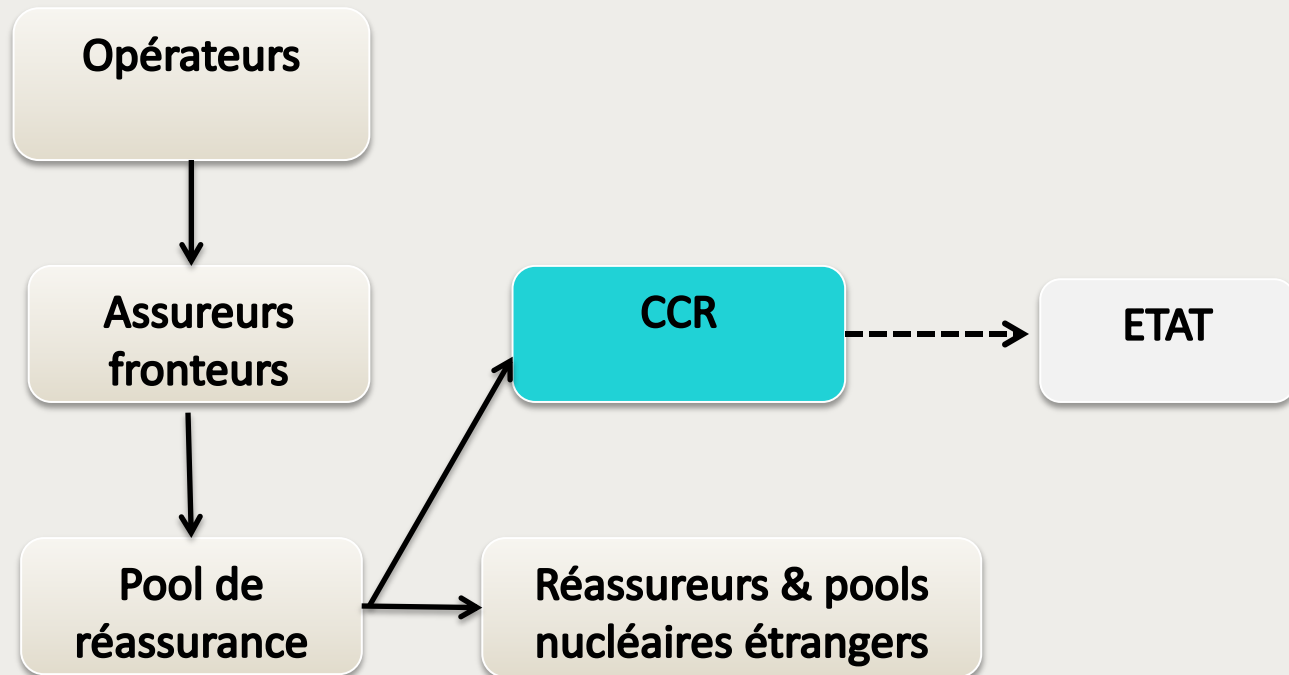
Comparatif de l'indemnisation par le protocole actuel et avec protocole 2004.

Les montants donnés sont en millions d'euros.



Mécanisme de réassurance envisagé par l'Etat dans les cas où le marché privé de l'assurance / réassurance ne pourrait couvrir des dommages prévus par le protocole de 2004.

Mécanisme envisagé:



Comparaison avec dispositif d'autres risques majeurs: exemple de GAREAT (Pool terrorisme).

GAREAT « section des grands risques »: GAREAT est un pool créé par les assureurs en janvier 2002 suite aux attentats du 11 septembre 2001.

- L'assurance terrorisme est une assurance rendue obligatoire en 1986 (généralisation d'une garantie marché),
- GAREAT est un groupement à adhésion obligatoire pour ses 200 membres assureurs et mutualistes,
- Cette garantie est encadrée par l'article L 126-2,
- Mise en place d'un dispositif multi-étages: assureurs privés, réassurance, CCR avec la garantie de l'Etat.

Ce dispositif est adapté à un risque à faibles fréquence et sinistralité avec une forte volatilité comme le terrorisme.

Comparaison avec dispositif d'autres risques majeurs: exemple de GAREAT (Pool terrorisme).

Le dispositif, vu au 01.01.2014, concernant GAREAT « section des grands risques » (risques dont les sommes assurées > 20 M€):

- Les membres mutualisent leurs risques dans le cadre du pool,
- Les assureurs conservent une première ligne en rétention de 400 M€,
- Le GIE se protège par un programme de réassurance privé,
- Au-delà de la capacité, CCR (avec la garantie de l'Etat) réassure le groupement dans le cadre d'une convention de réassurance.

Les singularités du risque nucléaire :

- Principe de l'exclusion de toutes les polices d'assurance en dommages et en responsabilité civile,
- Il existe peu d'acteurs dans l'assurance et la réassurance des risques nucléaires (ASSURATOME réunit 36 membres).
- Les assureurs appelés « assureurs fronteurs » n'ont pas de rétention propre,
- La couverture RCEN est un risque RC qui couvre dommages corporels et dommages à l'Environnement.

Cette présentation et tous les éléments qu'elle contient (notamment les textes, publications, images, photographies et éléments graphiques ou cartographiques) sont la propriété exclusive de CCR ou de tiers l'ayant expressément autorisée à les utiliser.

Toute reproduction, représentation ou utilisation intégrale ou partielle de la présentation, est interdite, sauf autorisation préalable et écrite de CCR.

Le contenu de la présentation est strictement informatif et n'a aucune valeur contractuelle.

CCR décline toute responsabilité pour tous dommages directs ou indirects, quelles qu'en soient la cause ou la nature, en lien avec la présentation et subis notamment à raison de l'utilisation ou de l'éventuelle inexactitude des éléments contenus dans la présentation.



Plus que prévoir, anticiper

Merci de votre attention

Maurice Corrihons directeur du service des Spécialités

mcorrihons@ccr.fr